

La droite canadienne installée sur un trône

Dominic Desroches

2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1062855ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1062855ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Desroches, D. (2012). La droite canadienne installée sur un trône. *Sens public*.
<https://doi.org/10.7202/1062855ar>

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International
(CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2012



Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Revue internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

La droite canadienne installée sur un trône

Sur les conservateurs, le retour des fantômes
et les politiques de contrôle

DOMINIC DESROCHES

La droite canadienne installée sur un trône

Sur les conservateurs, le retour des fantômes et les politiques de contrôle

Dominic Desroches

*« Les fantômes existent. Ce sont des parasites de la mémoire.
Ils viennent tantôt du monde, tantôt du plus profond de notre être.
Qui peut les conjurer ? »*

Andrée Maillet (écrivaine québécoise)

Le parti conservateur, qui ne s'est pas noyé dans la « vague orange » de protestation qui a déferlé sur le Québec lors des élections fédérales de 2011¹, s'est donné un gouvernement majoritaire à Ottawa et se montre déterminé, plus que jamais, à revoir l'image du Canada. Face à des partis politiques fragilisés, le gouvernement est désormais seul aux commandes. Or, nous tenterons ici de répondre au défi consistant à présenter le travail récent de la droite au Canada. Nous verrons que le pays, qui connaît des réformes, n'emprunte pas le chemin de Barack Obama aux États-Unis². Les gauches canadienne et québécoise semblent impuissantes face à une droite qui se croit installée sur un trône dans le manoir canadien, lequel ressemble de plus en plus, disons-le, à une *haunted House*. La situation politique actuelle au Canada, en deux mots, nous oblige à élaborer une « politique spectrale » attentive aux conflits du passé non résolus³. Pour le comprendre, rien ne vaut le rappel de quelques anecdotes récentes. Car toute la politique conservatrice mise au point par le gouvernement de Stephen Harper – prononcez « Harpeur » – doit maintenant apparaître comme le reformatage de l'identité canadienne construite sous les libéraux.

¹ Voir notre chronique intitulée « La "vague orange" au Québec » publiée sur *Sens Public* le 26 mai 2011. <http://www.sens-public.org/spip.php?article841>

² À ce sujet, lire le livre de Niels Planel, *Obamanomics. Comment Barack Obama a réformé l'Amérique*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2012.

³ Sur la politique spectrale, on pourra lire nos contributions « Penser la politique spectrale I » et « Penser la politique spectrale II » dans *L'Action nationale*, Montréal, novembre 2011 et mars 2012 (à paraître).

Le retour des fantômes au service de l'identité canadienne

D'abord, un premier pas important a été franchi lorsque les conservateurs ont remplacé, sans consulter personne, les œuvres de Pellon, exposées dans l'édifice des Affaires étrangères à Ottawa, par un portrait de la reine mère, Elizabeth II ! Or, ils avaient un plan : ils avaient invité Kate et William à venir fêter leur mariage et ils voulaient rattacher le pays à l'auteur de *Hamlet*, non sans revaloriser un rapport à la monarchie. Pour que la duchesse et le duc se sentent à la maison dans le manoir canadien en juillet, on a retiré Pellon des murs de la réception de l'Édifice Lester B. Pearson des Affaires étrangères – il y était depuis une quarantaine d'années – afin d'y placer un portrait de la reine.

Ici, la politique spectrale est d'une aide appréciable pour expliquer ce geste car il ne peut s'expliquer en dehors de l'histoire du Canada. Ce déplacement de tableaux est loin d'être anodin : placer, déplacer ou replacer un portrait de la reine, ce n'est pas que symbolique ou cosmétique, c'est faire apparaître ce qui n'est plus présent, c'est faire exister à nouveau le passé, c'est donc créer un fantôme politique. La photographie d'une vieille dame anglaise est à la fois le médium et le message du spectre que les conservateurs veulent réanimer et imposer aux Canadiens. Mais ce n'est rien encore dans l'étude des politiques subtiles d'un gouvernement bien campé à droite...

Un second pas accompagnait le premier. Les conservateurs, on a eu l'occasion de le dire, avait pour objectif d'inviter la duchesse et le duc de Westminster au Canada. L'idée, c'était de les inviter à venir fêter leur mariage médiatique au Canada en juillet dernier et de payer la facture. Si Kate et William ont fait d'Ottawa le lieu de leur nuit de noce diplomatique, bénie de Dieu, c'est sans doute parce que le jeune couple invité savait qu'il serait chez lui, dans le manoir canadien, comme dans une union avec le Canada, un pays qui veut faire apparaître ses racines anglaises. Le couple n'a pas reculé devant l'Histoire, il l'a assumée, avalisée. Il s'est présenté au Canada un peu comme dans un pays de la couronne britannique. « Apparitions », restes du passé, lumières blanches attirantes pour l'ouest canadien et terrifiantes pour l'est, Kate et William ont donné un excellent spectacle aux touristes⁴. Spectres en visite, ils ont été logés à l'hôtel canadien aux frais des contribuables, et ils ont pu, en vertu de la politique conservatrice de Harper, relancer la représentation monarchique loin de l'Angleterre.

Et comme si cela n'était pas assez, nous apprenions que le même gouvernement entendait consacrer 7,5 millions \$ du trésor public pour célébrer, en 2012, les 60 années de règne de la reine d'Angleterre, Elizabeth II⁵. Loin d'en rester à sa descendance jet-set, au couple *people*, la

⁴ Corbeil, M., « Visite royale : le Canada crie Hourra, le Québec dit bof... », *Le Soleil*, 29 juin 2011. Le Québec en effet n'est jamais intéressé par les visites royales comme le montre tous les sondages depuis la visite de De Gaulle.

⁵ Buzzetti, H., « Des millions pour célébrer la "reine du Canada" », *Le Devoir*, 7 décembre 2011.

droite veut aussi faire du 60^e de règne de la mère un événement *national* afin de rappeler à tous les Canadiens qu'ils sont redevenus des sujets. Ce jubilé de diamant sera l'occasion, prévoit-on à Ottawa, de remettre à des communautés des médailles et de concocter des outils pédagogiques, comme la mise à jour du guide de la Couronne. Avec un peu de veine et un peu d'argent public, on pourra créer des boucles d'oreille de la reine, des épinglettes, une application iPhone et peindre un trompe-l'œil sur la façade du Parlement. Passons maintenant aux commémorations.

Les commémorations d'événements au service de la réécriture de l'Histoire

Les conservateurs sont épris de tradition, de royauté, mais aussi de guerre. Le parti veut revoir l'Histoire du Canada – c'est un engagement de son discours du Trône du 3 mars 2010 – en jouant grandeur nature une bataille contre les Américains. Il entend resituer la naissance du pays à partir de la bataille de Chateauguay, en 1812, moment épique pour lequel les Canadiens français, réécriture de l'Histoire oblige, se battent symboliquement aux côtés des Anglais et des autochtones contre les troupes américaines, comme il y a deux cents ans ! Cette relecture militaire vise à redonner aux Canadiens la généalogie martiale de leur naissance et de leur unité politique.

Or la campagne télévisuelle de cet anachronisme est au montage, les capsules sont écrites, bien que ce conflit n'intéresse personne au Québec⁶. On tournera des clips commémoratifs au coût de 1,5 millions \$ afin de revoir l'Histoire. Car, si la bataille de 1812 est racontée en Ontario, elle n'appartient pas aux livres d'histoire du Québec ; le Canada, terre de deux solitudes, souffre de deux histoires nationales distinctes⁷. En raison de la duplicité, on doit réparer l'enseignement de l'histoire en dévoilant un monument à Ottawa et en payant des annonces dans les journaux.

En août 2011, on apprenait aussi de la voix du Ministre de la Défense, Peter MacKay, que les avions et les navires de guerre canadiens allaient retrouver leur « sceau royal »⁸. Le but était alors de corriger une *erreur* historique. Vieille d'un siècle, la marine royale canadienne, en vertu de la nouvelle politique de droite, sillonnera les mers à la recherche de pirates, en Somalie ou dans les golfes du monde, en arborant désormais le sceau de la reine. Le Charlottetown, semble-t-il, un navire en réparation, reprendra du service bientôt et naviguera en souvenir d'Élisabeth II, bien qu'elle soit encore vivante. Le Canada pourra donc se vanter d'avoir, en le Charlottetown, son vaisseau fantôme, sa *Royal Navy* et ses sujets prêts à se battre pour la monarchie retrouvée...

⁶ Si intérêt il y a, on lira le texte de Joël-Denis Bellavance intitulé « 200^e de la guerre de 1812 : les Québécois peu intéressés par les festivités », *La Presse* (Ottawa), le 1^{er} octobre 2011.

⁷ Par cette expression témoignant de la distance séparant les Canadiens anglais des Québécois (Canadiens français), on pense au livre classique de Hugh MacLennan, *Two solitudes*, Toronto, Collins, 1945.

⁸ Voir Chouinard, M.-A., « Rétrograde Harper », *Le Devoir*, 18 août 2011.

Pour l'analyse spectrale, la signification reste toujours la même, mais exprimée autrement : on veut suggérer une continuité britannique dans le Canada, appeler les Anglais nos amis et nos ancêtres, et se donner une Histoire et une image de puissance, comme nous le verrons mieux sous peu.

Les politiques de puissance et de contrôle

Le parti conservateur au pouvoir a voté l'abolition du registre des armes d'épaule avec le refus de transférer les données aux provinces. Construit à l'initiative du Québec, ce registre, qui soit dit en passant a engouffré plusieurs millions parce qu'il était mal géré par le gouvernement fédéral, voulait ajouter un obstacle aux utilisateurs d'armes à feu, tout en permettant la traçabilité des armes. En prônant l'abolition du registre, en transférant la responsabilité aux provinces, on se déresponsabilise et on œuvre à une tout autre vision de la sécurité au Canada.

Le parti conservateur propose le projet de loi C-30 sur la surveillance des internautes à partir des adresses IP afin de retrouver les pédophiles potentiels. Ici le gouvernement, qui ne voulait pas entrer dans la chambre à coucher (il votait l'abolition du formulaire long obligatoire du recensement pour des raisons de respect de la vie privée), se propose de suivre, sans mandat, la navigation virtuelle des citoyens. Cela est d'autant plus troublant que le ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, paraît ne pas voir les brèches de sa loi accordant de nouveaux pouvoirs d'enquête sur Internet. Il ignorait que les pouvoirs pourraient être utilisés par les policiers, qu'une enquête criminelle soit en cours ou non. Le projet de loi est pourtant clair. L'article 16 obligera tout fournisseur de services Internet à transmettre aux agents qui le leur demandent les informations personnelles sur un client (nom, adresse, adresse courriel, etc.), et ce, sans mandat d'un juge. L'ironie, c'est qu'un internaute anonyme a utilisé Twitter pour disséminer les détails (déjà publics) croustillants du divorce de M. Toews obtenu par Internet. Le compte, qui a depuis été relié à une adresse IP émanant de la Chambre des communes, a cessé ses activités, bien que le ministre ne comprenne pas les dangers potentiels de sa politique *Big Brother* et poursuive son projet de loi C-30 ainsi que le pirate... en justice !

On notera aussi l'entêtement des conservateurs à ne pas reconsidérer l'achat des avions de chasse F-35 alors que plusieurs pays partenaires ne sont plus intéressés. Mieux, si le parti ne veut plus de F-35 trop chers, il pourrait se procurer des drones ! Le gouvernement canadien songerait à entrer dans la course à la robotisation militaire en remplaçant ses F-35 par le MQ-9 *Reaper Hunter/Killer*. Son coût d'acquisition varie, dit-on, entre 30 et 40 millions de dollars canadiens. Si le gouvernement prenait cette décision, le Canada ferait une économie et serait le cinquième pays dans le monde à posséder une flotte de drones d'attaque afin de faire la guerre à distance.

Enfin, même si la liste est déjà longue, on notera la directive donnée par le gouvernement de ne pas rejeter les informations soutirées par des agences de renseignement étrangères sous la torture. À l'heure actuelle, le ministre Toews réévalue la position canadienne. Si le parti modifie sa politique, il s'agira d'une volte-face du gouvernement au sujet des informations obtenues par le mauvais traitement de prisonniers dans d'autres pays, la précédente position du gouvernement étant de ne pas tenir compte de toute information obtenue sous la torture.

Après la célébration des revenants britanniques – les fantômes – et les commémorations pour le moins tendancieuses d'événements historiques, le parti conservateur, sans opposition à la Chambre des Communes, semble s'enivrer de ses nouveaux pouvoirs. Il se lance corps et âme désormais dans des politiques de puissance et de contrôle, c'est-à-dire qu'il n'entend pas en rester aux débats commodes entourant le mariage homosexuel ou l'avortement. Toute la question est de savoir jusqu'où ce gouvernement de droite s'arrêtera dans un pays qui, dirigé de l'ouest, semble remplacer sa tradition libérale démocratique par une gouvernance rigide de type monarchique.